

Des produits jetables aux produits durables

Partage international n° 73 - Septembre 1994

par Gro Harlem Brundtland

Première génération mise au défi de prendre en compte les besoins d'un nombre infini de générations futures, nous devons nous efforcer d'établir une croissance viable. Le devoir de notre génération est d'instaurer le progrès qui conduira vers la prospérité dans le sens le plus large du terme, améliorant notre environnement et les conditions de vie de milliards de personnes.

Nous devons faire le choix de laisser aux générations futures un « espace environnemental » suffisant, et admettre que la capacité de notre planète à absorber les sous-produits de l'industrie est limitée. Il est en effet possible de partager ces ressources de manière plus équitable, tout en permettant à tous les peuples d'atteindre un niveau de vie acceptable.

Dans les pays industrialisés, la plupart des gens peuvent, tout en améliorant la qualité de vie, maintenir leur niveau de vie grâce aux technologies nouvelles et à une meilleure utilisation de l'énergie et des matières premières. Nous devons passer de l'ère des produits jetables à l'ère des produits durables. Cela implique la fabrication de produits à durée de vie accrue, pouvant être aisément réparés et réutilisés. Les produits de qualité médiocre devraient être abandonnés.

Le passage de l'énergie non renouvelable à l'énergie renouvelable constitue une autre priorité, de même que le développement de technologies permettant une utilisation optimale de l'énergie. Les pays en voie de développement devraient bénéficier d'aides financières substantielles afin de développer leur compétence en matière d'énergies renouvelables, telles que celles du soleil et du vent. Le transfert technologique doit constituer une des premières priorités.

Il est essentiel que la politique économique en vienne à s'accorder avec les lois et limitations de la nature. Nous devrions entreprendre une révision globale des modèles économiques afin que le développement viable devienne aussi bien l'objectif que la force

motrice. Il nous faut promouvoir des modèles de consommation viables.

Pour commencer, il est essentiel de parvenir à un accord sur un mode de calcul du prix de l'énergie qui en reflète le coût pour l'environnement. Ainsi, les pays industrialisés devraient commencer par instaurer une taxe sur l'oxyde de carbone.

Actuellement, les pays sont plus préoccupés de conserver leur compétitivité que d'agir. En Norvège, nous sommes parvenus à réduire nos émissions d'oxyde de carbone de 5 % depuis 1992. Mais dans beaucoup d'autres pays, le niveau de taxation est beaucoup trop bas.

Même en tenant compte de l'inflation, le prix du pétrole aux Etats-Unis, après l'invasion du Koweït par l'Irak, était bien inférieur à celui de 1979 et 1980. Pourtant, ce prix ne représente que le quart de celui pratiqué en Norvège ou en Italie. De tels prix incitent peu à économiser l'énergie. Les disparités actuelles du marché pétrolier constituent un frein majeur à une économie viable.

Il faut introduire des réglementations écologiques internationales sur la consommation de produits et de ressources, de même qu'il faut trouver des solutions aux problèmes résultant du transport des produits et de l'élimination des déchets.

Les pays de l'OCDE devraient s'entendre aux plus hauts niveaux afin d'établir un programme international allant dans ce sens.

Il convient d'opérer de sérieuses réorientations au niveau national, fondées sur le principe que « les pollueurs seront les payeurs » et sur le principe de l'utilisation à long terme des produits, de sorte que les prix reflètent le coût pour l'environnement, la qualité et la longévité des produits, tant en ce qui concerne la fabrication que le produit lui-même.

Ces principes exigent d'augmenter le prix de revient des produits non renouvelables. Ainsi, les industriels mettront au point des stratégies adéquates et adapteront leurs productions aux nouvelles tendances. Un certain nombre de nouveaux produits écologiques ont trouvé de bons débouchés, apportant des emplois et stimulant les affaires. L'industrie doit intégrer des objectifs écologiques dans ses projets de développement.

Une tendance prometteuse est apparue grâce à

l'introduction de systèmes de contrôle de qualité et de salubrité écologique des entreprises, mis au point par l'Organisation internationale de standardisation (ISO). Il revient aux autorités publiques de montrer le chemin, par exemple en basant leur politique d'achats sur des considérations écologiques.

D'autre part, une nouvelle génération de systèmes de transports est à l'évidence nécessaire afin de faciliter l'accès et la flexibilité des transports et autres services publics dans les communautés urbaines. La création de nouveaux emplois, de services et de commerces doit tenir compte d'un facteur de proximité : ils devraient se trouver le plus proche possible des consommateurs. Une autre priorité est la création de villes où il fasse bon vivre. Dans des cités pilote, on peut expérimenter des moyens de transport compatibles avec des critères de salubrité de l'air et de nuisances sonores, et faciliter l'accès aux transports publics.

Les déchets urbains et industriels doivent être réduits au strict minimum. D'ici l'an 2010, il devrait en principe être possible de recycler l'intégralité des déchets. L'un des moyens pour y parvenir serait la création de « communautés sans déchets » réunissant des producteurs, des détaillants et des consommateurs, organisant la collecte de manière pratique et permettant le recyclage et la réutilisation

rapide des déchets. Quant aux déchets toxiques, des méthodes sûres de traitement devraient être mises sur pied avant l'an 2000. Nous devons nous assurer que ces déchets ne seront pas exportés vers les pays en voie de développement.

Si la consommation viable devient le principe majeur d'après lequel nous mesurerons les progrès de notre société, il reste un bon espoir pour nous et pour les générations futures. Nous sommes en train d'entrer dans une société postindustrielle. Cette transition ne doit pas générer crainte ou anxiété, mais plutôt espoir et optimisme. Il n'est pas question de sacrifice mais d'opportunité nouvelle, et de transition. Nous allons de la quantité vers la qualité.

** Gro Harlem Brundtland est premier ministre de la Norvège.*

Norvège **Auteur** : Gro Harlem Brundtland, ancien premier ministre de la Norvège, première vice-présidente de l'Internationale Socialiste et directrice générale de l'OMS.

Sources : IPS

Thématiques : [environnement](#), [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Point de vue](#) ()